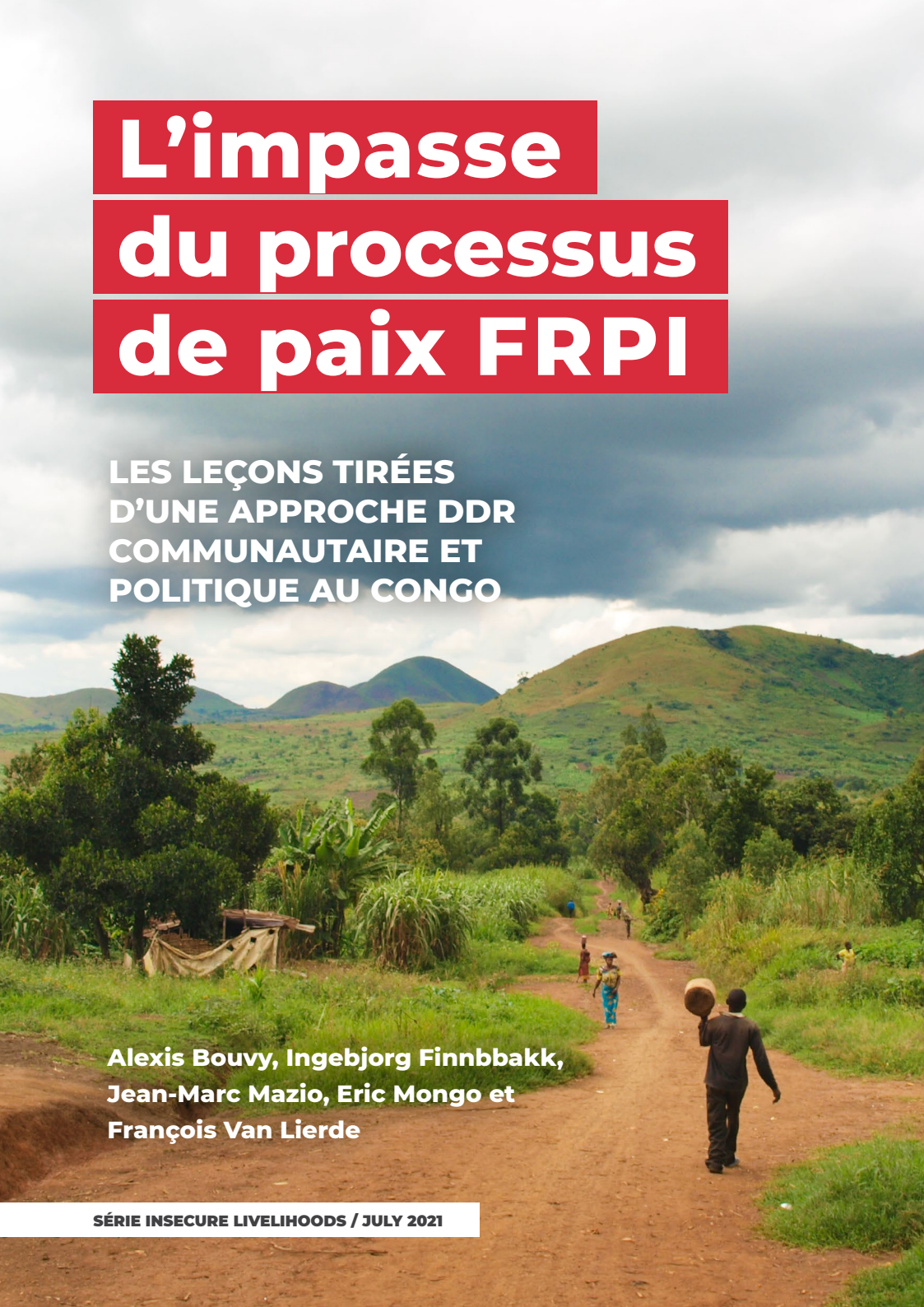


L'impasse du processus de paix FRPI

LES LEÇONS TIRÉES
D'UNE APPROCHE DDR
COMMUNAUTAIRE ET
POLITIQUE AU CONGO

Alexis Bouvy, Ingebjorg Finnbbakk,
Jean-Marc Mazio, Eric Mongo et
François Van Lierde



SÉRIE INSECURE LIVELIHOODS

La série Insecure Livelihoods publie des informations et des analyses sur la complexité des conflits et de la sécurité en République démocratique du Congo. Ses rapports sont basés sur des recherches indépendantes, non partisans, collaboratives et de terrain.

AVIS AU LECTEUR

Les auteurs de ce rapport travaillent depuis de nombreuses années dans le domaine de la consolidation de la paix et la stabilisation à l'Est de la RDC. Ils ont tous été impliqués dans le processus de paix de la FRPI en jouant différents rôles tant au niveau professionnel qu'institutionnel. Ce rapport a été inspiré par un atelier de quatre jours organisé à Bruxelles en octobre 2019, suivi de discussions à distance depuis lors. Le présent rapport est le fruit de ce processus et s'inspire des témoignages des auteurs et de leurs expériences de participation au processus de paix de la FRPI.

AUTEURS

Alexis Bouvy est un ancien consultant de la MONUSCO et travaille comme consultant indépendant spécialisé dans la consolidation de la paix en RDC auprès de C-Lever.org.

Ingebjorg Finnbakk est une ancienne employée de la MONUSCO au sein de l'unité de soutien à la stabilisation à Bunia.

Jean-Marc Mazio est le coordinateur provincial du programme STAREC en Ituri.

Eric Mongo est le coordinateur de l'ACIAR.

François Van Lierde est un consultant indépendant spécialisé dans la consolidation de la paix et la stabilisation à l'Est de la RDC et un ancien employé de la MONUSCO au sein de l'unité de soutien à la stabilisation.

CONFLICT RESEARCH GROUP (CRG)

Directeur : Koen Vlassenroot

Directeur de recherche : Christoph Vogel

Responsable projet et formation : Michel Thill

www.ugent.be/ps/conflict-ontwikkeling/crg/en

GRUPE D'ÉTUDES SUR LES CONFLITS ET LA SÉCURITÉ HUMAINE (GEC-SH)

Directeur : Godefroid Muzalia

Chargés de projet : Francine Mudunga, Elisée Cirhuza et Cubaka Muderhwa

www.gecshceruki.org

GOVERNANCE IN CONFLICT NETWORK (GIC)

Coordinateur : Tomas van Acker

www.gicnetwork.be

PUBLICATION

Éditorial : Lee Gillette

Traduction : Martial Elfi Kashori

Designer : Marie Wynants, achttien.eu

© 2021 Governance in Conflict Network, basé à l'Université de Gand, Belgique



REMERCIEMENTS

Ce rapport a été financé par UKaid.

L'impasse du processus de paix FRPI

**LES LEÇONS TIRÉES
D'UNE APPROCHE DDR
COMMUNAUTAIRE ET
POLITIQUE AU CONGO**

**Alexis Bouvy, Ingebjorg Finnbbakk,
Jean-Marc Mazio, Eric Mongo et
François Van Lierde**



Sommaire exécutif

Dans ce rapport, nous chercherons à mettre en évidence la pertinence, les défis et les limites du « processus de paix FRPI » pour les futurs efforts de paix et de stabilisation à l'Est de la RDC. Le processus de paix de la FRPI (Force de résistance patriotique de l'Ituri) fait référence à un dialogue inclusif et à plusieurs niveaux initié en 2017, qui a conduit à d'importantes avancées pour la paix et la stabilité du sud de l'Ituri, telles que la signature d'un accord de paix entre le gouvernement de la RDC et le FRPI, et le cantonnement volontaire de plus de 1 000 miliciens.

Ainsi, le processus de paix de la FRPI a organisé un véritable dialogue auquel les parties prenantes congolaises ont pris part, notamment les leaders communautaires, le gouverneur de la province, les responsables militaires et les ministres nationaux concernés. Il a encouragé la redevabilité mutuelle, maîtrisé et écarté les éléments perturbateurs, et conduit à des changements positifs dans l'une des régions les plus enracinées, violentes et instables de l'Est de la RDC.

Le processus de paix FRPI est aujourd'hui dans une impasse et risque de capoter totalement en dépit d'avancées significatives. Ceci s'illustre par la reprise des affrontements entre les éléments FRPI et les soldats de l'armée nationale en octobre 2020 et par l'absence de progrès dans les étapes et conditions préalables à un désarmement complet de le FRPI.

Table des matières

1 INTRODUCTION	6
2 CONTEXTE DES ACTIVITÉS STAREC ET ISSS DANS LE SUD-IRUMU	8
3 LE CONTEXTE DU CONFLIT EN ITURI ET LA PROBLÉMATIQUE DE LA FRPI DANS LE SUD-IRUMU	10
4 QUELS SONT LES ACQUIS DU PROCESSUS ET POURQUOI SONT-ILS IMPORTANTS ?	12
5 L'IMPORTANCE DE LA MÉTHODOLOGIE : PRINCIPES ET PRATIQUES POUR LE DIALOGUE	15
5.1 L'importance de la recherche participative et de l'analyse de la dynamique du conflit	15
5.2 Concilier les approches ascendantes et descendantes	16
5.3 Transparence et inclusivité : deux principes clés pour maintenir la confiance et la légitimité	18
5.4 Un exemple exceptionnel de collaboration entre la société civile, le STAREC et la MONUSCO	20
5.5 Engagement, créativité et réactivité : des processus incertains dans un contexte incertain	21
6 L'IMPASSE ACTUELLE	23
7 PRINCIPALES LEÇONS APPRISSES	26
8 LA NÉCESSITÉ DE RELANCER LE PROCESSUS EN DÉPIT DES DIFFICULTÉS	28
9 BIBLIOGRAPHIE	30

Dans le présent rapport, nous chercherons à mettre en évidence la pertinence, les défis et les limites du « processus de paix FRPI » pour les futurs efforts de paix et de stabilisation à l'Est de la RDC. Le processus de paix de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) fait référence à un dialogue inclusif et à plusieurs niveaux initié en 2017, qui a conduit à d'importantes avancées pour la paix et la stabilité du sud de l'Ituri, telles que la signature d'un accord de paix entre le gouvernement de la RDC et le groupe armé FRPI, et le cantonnement volontaire de plus de 1 000 miliciens. Ainsi, le processus de paix de la FRPI a organisé un véritable dialogue auquel les parties prenantes congolaises ont pris part, notamment les leaders communautaires, le gouverneur de la province, les responsables militaires et les ministres nationaux concernés. Il a encouragé la redevabilité mutuelle, maîtrisé et écarté les éléments perturbateurs, et conduit à des changements positifs dans l'une des régions les plus enracinées, violentes et instables de l'Est de la RDC, comme le démontre le présent rapport. Par ailleurs, le processus de paix de la FRPI a contribué à modifier l'approche globale de la problématique en remplaçant les opérations militaires meurtrières et inefficaces contre la FRPI par un dialogue communautaire et politique inclusif mené par les parties prenantes civiles et militaires.

Le processus de paix de la FRPI est aujourd'hui dans une impasse et risque d'échouer en dépit d'avancées significatives. Ceci s'illustre par la reprise des affrontements entre les éléments de la FRPI et les soldats de l'armée nationale en octobre 2020 et par l'absence de progrès dans les étapes et conditions préalables à un désarmement complet de la FRPI. Dans le cadre

de leurs discussions et de leur réflexion sur un nouveau programme de DDR et de stabilisation à base communautaire (DDRCS), les autorités congolaises, la MONUSCO et les bailleurs de fonds devraient inscrire à nouveau le processus de paix FRPI à l'ordre du jour et négocier la meilleure façon de procéder au désarmement et à la démobilisation de la milice. Le résultat final, quel qu'il soit, doit être considéré comme la première expérience d'une initiative communautaire de DDR et être mis à profit en tant que tel pour définir la substance de tout nouvel effort de DDRCS. À cette fin, une étude plus approfondie des nombreuses leçons apprises et des réalisations du processus de paix de la FRPI depuis son lancement en 2017 devrait être menée par les organisations œuvrant pour la paix et les universitaires, qui devraient s'assurer de tirer parti de ces leçons.

Il faut éviter à tout prix que le processus de la FRPI échoue, car cela exposerait les civils à un risque élevé de reprise de la violence. Cela conduirait à la déception des communautés locales et contribuerait à éroder la confiance dans les prochaines initiatives de stabilisation, y compris le DDRCS.

2 |

Contexte des activités

STAREC et ISSSS

dans le Sud-Irumu

Le « processus de paix de la FRPI » fait référence à un dialogue inclusif à plusieurs niveaux et aux activités connexes qui ont été menées dans le sud d'Irumu, en Ituri, depuis début 2017. Ce processus a d'abord été initié en tant que projet de stabilisation dans le cadre de la stratégie nationale de stabilisation et de reconstruction de l'Est de la RDC (STAREC) et de la stratégie internationale de soutien à la sécurité et à la stabilisation (ISSSS) révisée. En 2012, le Conseil de sécurité de l'ONU a demandé une révision stratégique de l'ISSSS, ce qui a débouché sur une approche intégrée reposant sur cinq piliers programmatiques.¹ La révision stratégique a permis un changement profond de philosophie dans les efforts de stabilisation, passant d'une approche plutôt technique et descendante à une approche plus politique et ascendante centrée sur le pilier Dialogue démocratique (DD) de STAREC/ISSSS, qui est défini comme un processus inclusif dans lequel les communautés et les autorités tant au niveau local que national participent à un processus de dialogue pour identifier et développer des solutions aux dynamiques du conflit spécifique dans une zone prioritaire, soutenu par une analyse approfondie

¹ Ces cinq piliers sont les suivants : Dialogue démocratique ; Sécurité ; Restauration de l'autorité de l'État ; Retour, réintégration et relèvement socio-économique ; et Genre et lutte contre la VSBG. Pour plus d'informations sur l'ISSSS révisé, voir : <https://monusco.unmissions.org/en/stabilization-strategy-issss>.

du conflit, et dont l'objectif global est de susciter une redevabilité mutuelle (Solhjell et Rosland 2017 ; De Vries 2015).

La région sud d'Irumu a été sélectionnée comme zone prioritaire pour les programmes, avec un accent particulier sur l'activisme du groupe armé FRPI et les nombreux conflits fonciers de longue date entre les communautés locales, plus particulièrement les Lendu Ngiti et les Hema. En août 2017, un projet intégré intitulé « *Pamoja Kwa Amani* » (PKA, « Ensemble pour la paix ») a été lancé dans le sud d'Irumu. Il a été exécuté par un consortium d'agences des Nations unies, d'ONGI et d'ONG.²

² Les interventions réalisées dans le cadre du pilier DD du projet PKA ont été mises en œuvre par ACIAR, une ONG de longue date œuvrant pour la paix en Ituri. ACIAR est l'acronyme français de « Appui à la Communication Interculturelle et à l'Autopromotion Rurale ».

Le contexte du conflit en Ituri et la problématique de la FRPI dans le Sud-Irumu

L'Ituri a connu l'un des conflits les plus violents de la deuxième guerre du Congo de 1998 à 2003 (Vlassenroot et Raeymaekers 2003 ; 2004 ; Tamm 2013 ; Hoffmann, Vlassenroot et Buescher 2018).³ En 1999, alors que la province de l'Ituri était sous occupation ougandaise, les tensions multiples et hautement politisées entre les propriétaires terriens Hema et les agriculteurs Lendu ont dégénéré en un conflit armé meurtrier, conduisant à la création de groupes d'autodéfense des deux côtés, qui se sont ensuite alliés aux principaux acteurs régionaux (Ouganda, Rwanda, gouvernement congolais de Kinshasa) qui les ont instrumentalisés dans un cycle de changements fréquent d'alliances. Les communautés Lendu et Hema ne représentaient que 40 % des quelque 3,5 millions de personnes vivant en Ituri à l'époque, mais elles étaient considérées comme les principaux protagonistes des affrontements qui ont fait au moins 55 000 morts et plusieurs centaines de milliers de déplacés au cours de ses années (Tamm 2013 : 12). Il est nécessaire de comprendre la violence de cette époque et le schéma de conflit actuel à la lumière de l'histoire à long terme de l'Ituri, dans laquelle la période coloniale a joué un rôle clé dans les politiques fondées sur la discrimination ethnique en matière de droits et de privilèges éducatifs, administratifs et territoriaux (Pottier 2010).

³ Voir également les rapports des médias et des ONG, comme IRIN sur <http://pictures.irinnews.org/indepthmain.aspx?InDepthId=33&ReportId=70762> ou Human Rights Watch sur <https://www.hrw.org/reports/2003/ituri0703/> (consulté en mai 2019).

C'est en 2002 que la FRPI a été créée en s'appuyant sur divers groupes d'auto-défense Lendu Ngiti actifs à Walendu Bindi, dans le Sud-Irumu. Le motif de son existence et son mode de fonctionnement sont similaires à ceux d'un certain nombre d'autres groupes armés de l'Est de la RDC. Si la FRPI tire son autorité des griefs historiques exprimés dans la communauté Lendu Ngiti et prétend protéger les Lendu Bindi contre les communautés voisines et le gouvernement, il est aussi profondément impliqué dans des actes d'extorsion et d'abus contre les civils. Autrement dit, la FRPI est progressivement passée d'une force de protection communautaire à une source d'insécurité (Hoffmann et al 2018 : 8). Les liens interdépendants entre la FRPI et la communauté Lendu Ngiti dans le Sud-Irumu sont à la fois complexes et impératifs à comprendre. Ils font apparaître diverses relations allant de celles de parentés de sang, de protecteur et de protégé, de partisans et de victimes.

Entre 2012 et 2015, des négociations ont été menées à plusieurs reprises en vue de démobiliser les éléments restants de la FRPI, mais ces tentatives ont été vaines, essentiellement en raison d'un manque de volonté de la part des principales parties prenantes, à savoir le gouvernement et les dirigeants de la FRPI.⁴ Ces négociations ratées se sont enchaînées avec des opérations militaires qui n'ont abouti à aucune solution positive à la problématique de la FRPI mais ont plutôt contribué à créer un climat d'insécurité propice à la violence contre les civils (Bouvy 2017).

⁴ Au cours de l'année 2007, une douzaine de dirigeants de la FRPI ainsi qu'un nombre d'éléments considérable ont été intégrés dans l'armée ou rendus à la vie civile. Cependant, les autres éléments de la FRPI sont restés dans la brousse et se sont réorganisés autour d'un nouveau chef appelé Mbadhu Adirodhu.

4 |

Quels sont les acquis du processus et pourquoi sont-ils importants ?

Les acquis du processus de paix de la FRPI pourraient être considérés comme significatifs du fait qu'ils se sont concentrés sur la dynamique de l'insécurité ainsi que sur la présence d'un groupe armé important et historique en Ituri.⁵ Le cantonnement volontaire de 1 138 combattants de la FRPI en août 2019 dans un camp de Azita, près de Gety, la principale cité dans le Sud-Irumu, et la signature d'un accord de paix entre la FRPI et le gouvernement national en février 2020 sont les réalisations les plus importantes. L'année 2016 a été caractérisée par l'insécurité dans toute la région Sud-Irumu, où les combattants ont eu recours au pillage et au meurtre de civils comme principal moyen de subsistance. Une réduction drastique de cette violence contre les civils a été observée à la suite du processus de paix de la FRPI, comme en ont témoigné les communautés locales à ACIAR à diverses reprises lors de missions sur le terrain en 2018 et 2019.

De nombreuses étapes supplémentaires ont été nécessaires pour aboutir à ces résultats, notamment pour convaincre de nombreuses parties prenantes de la pertinence et de la crédibilité d'un dialogue visant à résoudre le problème de sécurité causé par la FRPI, surtout après l'échec de plusieurs négociations. Au départ, plusieurs acteurs se sont opposés à une telle approche. L'armée nationale a été impliquée dans des opérations militaires contre la

⁵ Il ressort d'une récente évaluation participative d'une décennie d'efforts de consolidation de la paix au Nord et Sud-Kivu que la plupart des organisations œuvrant pour la paix au sein de la société civile, tant nationales qu'internationales, ont été réticentes à cibler directement la question des groupes armés dans leurs interventions, principalement pour des raisons de sensibilité et de mandat. Voir Van Lierde et al. 2020.

FRPI pendant plusieurs années, dans un contexte d'intérêts bien ancrés et d'accusations de détournement de fonds militaires destinés aux opérations par certains officiers de haut rang. De nombreux officiers de l'armée nationale se sont opposés à l'idée d'un dialogue mené par des civils avec la FRPI, car ils perdraient leur influence au profit d'une poignée d'ONG. Au départ, même les militaires de la MONUSCO ne savaient pas quel comportement adopter, du fait que les casques bleus soutenaient également les forces nationales dans leurs opérations militaires contre la FRPI. D'autres acteurs, notamment les chefs de la communauté Hema, qui ont été victimes du pillage du bétail par les éléments de la FRPI pendant plusieurs années, n'étaient pas favorables à un dialogue. Quelques chefs Lendu Bindi étaient même réticents à participer, soit par crainte d'un nouvel échec, soit en raison d'intérêts plus personnels liés à la présence de la FRPI. En dépit de ces réticences initiales, la logique de dialogue initiée par l'ACIAR, avec le soutien du STAREC provincial et de l'Unité d'Appui à la Stabilisation (UAS)⁶ de la MONUSCO, a lentement pris de l'ampleur et a rapidement créé une dynamique politique qui ne pouvait être ouvertement combattue ou ignorée.

L'initiative de dialogue est partie d'une mobilisation locale et communautaire pour se transformer en un processus provincial puis national impliquant des autorités haut placées. Si le dialogue a été initié par une ONG congolaise, l'ACIAR a réussi à transférer l'appropriation du processus aux parties prenantes elles-mêmes, ce qui est capital pour la réussite d'un tel dialogue politique. Une fois les engagements pris, un véritable cercle de redevabilité a été créé entre les parties prenantes au dialogue, de sorte que les parties prenantes se sont approprié le processus de paix, qui répond à sa propre dynamique politique.

⁶ L'UAS est responsable de la mise en œuvre de la stratégie ISSSS pour la communauté internationale et du Fonds de cohérence de stabilisation (FCS), un fonds commun créé par les bailleurs de fonds pour financer les initiatives de stabilisation en RDC.

L'accord entre le gouvernement congolais et la FRPI

L'accord entre le gouvernement de la RDC et la FRPI, signé lors d'une conférence inclusive tenue dans le Walendu Bindi le 28 février 2020, a permis aux deux parties de mettre fin aux hostilités armées et de s'engager à instaurer la paix et la sécurité dans le territoire d'Irumu.

Voici en résumé les engagements des deux parties :

Pour la FRPI :

Rassembler ses éléments dans un camp de pré-cantonnement et s'engager dans un processus de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR). Il s'est également montré ouvert à une mission de vérification gouvernementale destinée à évaluer la présence d'enfants soldats dans ses rangs.

Pour le gouvernement :

Organiser un processus de DDR en Ituri ; permettre aux éléments de la FRPI qui en expriment la volonté d'être intégrés dans l'armée nationale, sur une base individuelle et conformément aux critères fixés par la loi (et organiser une formation spéciale pour les éléments de la FRPI qui ne remplissent pas les critères requis) ; prendre en compte le personnel civil de la FRPI pour le futur DDR ; présenter au Parlement une nouvelle loi d'amnistie qui prévoit l'amnistie pour le crime d'insurrection (à l'exclusion de tout crime international) ; et examiner les dossiers des dirigeants de la FRPI emprisonnés pour leur libération éventuelle.

Les deux parties se sont également engagées à restaurer l'autorité de l'État dans les zones précédemment occupées par la FRPI et à stabiliser et développer le Sud-Irumu. Elles se sont réunies en vue de poursuivre le processus de paix et de réconciliation et de lancer un futur processus de justice transitionnelle.

L'importance de la méthodologie : principes et pratiques pour le dialogue

Le succès du processus de paix de la FRPI repose sur une méthodologie à la fois rigoureuse et créative, depuis ses premières rencontres avec tous les acteurs jusqu'à la gestion des éléments perturbateurs et d'un contexte instable. Elle était basée sur une mise en œuvre réfléchie d'exigences clés telles qu'une approche participative et recherchée, un équilibre entre une approche ascendante et une approche descendante, et l'utilisation systématique des principes d'inclusivité et de transparence. Nous abordons ici les principales caractéristiques de la méthodologie participative et inclusive qui a été appliquée par l'ACIAR, conjointement avec le STAREC et la MONUSCO et qui a inspiré le processus de paix de la FRPI.

5.1 L'importance de la recherche participative et de l'analyse de la dynamique du conflit

Le processus de paix de la FRPI s'est nourri à chaque étape d'une recherche et d'une analyse participative des causes profondes, évolutions, clivages et acteurs impliqués dans le paysage conflictuel du Sud-Irumu. Par exemple, la conception du programme a été guidée par une analyse approfondie du conflit qui a été menée vers la fin de l'année 2016 et qui a été répétée dans le cadre de la planification du projet et lors des différentes consultations tout au long du processus, ainsi que par une cartographie des parties prenantes qui a permis de dresser la carte des différents facilitateurs et éléments perturbateurs aux niveaux local, provincial et national.

La recherche et l'analyse ont été effectuées de manière participative dans le but de donner aux communautés locales la possibilité de définir leurs propres priorités et programme de paix dans le cadre du projet PKA. De nombreuses consultations ouvertes ont rassemblé plus de 2300 représentants communautaires clés dans 16 sites différents, où les participants ont été interrogés sur leurs points de vue concernant la dynamique du conflit et les besoins prioritaires dans la région.⁷ Dans toutes ces sessions, les participants ont demandé que la question de la FRPI soit la principale priorité et ont souligné la nécessité pour le gouvernement de s'engager à trouver une solution durable à la problématique de la FRPI. Non seulement ces consultations ont permis à l'ACIAR de mieux comprendre et analyser la dynamique du conflit et les priorités dans la région, mais elles ont également constitué un premier pas vers une appropriation locale réelle du processus de paix de la FRPI. Elles se sont avérées par la suite d'une grande importance pour que le processus gagne en légitimité et en redevabilité.

5.2 Concilier les approches ascendantes et descendantes

C'est grâce à sa capacité à mobiliser les communautés locales du Sud-Irumu et à impliquer les autorités clés tant au niveau provincial que national que le processus de paix de la FRPI a pris de l'ampleur. Il a permis de construire et de maintenir un pont solide entre les communautés locales et les autorités provinciales et nationales. Pour que cette dynamique se concrétise, de nombreuses discussions et réunions ont dû être organisées, à la fois de manière collective et bilatérale, formelle et (parfois très) informelle, et avec le bon ensemble de parties prenantes (une cartographie approfondie des parties prenantes a été utile à cette fin). Chaque fois que les portes semblaient fermées, des stratégies créatives de l'ACIAR, du STAREC ou de la MONUSCO, utilisant souvent des contacts et des relations personnelles informelles, ont contribué à les ouvrir.

⁷ Les participants à ces consultations ont été soigneusement sélectionnés en fonction de leur profil, de leur influence et de leur légitimité dans leur communauté.

Comme nous l'avons déjà expliqué plus haut, les nombreuses consultations communautaires ont permis de mobiliser plusieurs acteurs locaux et d'instaurer la confiance et l'appropriation au niveau local. Vingt comités de paix locaux ont également été mis en place ou (lorsqu'ils existaient déjà) renforcés afin de maintenir la dynamique au niveau communautaire et d'établir un moyen pour l'ACIAR de suivre tout nouvel incident de sécurité dans le sud d'Ituru.

Le STAREC Ituri et la MONUSCO ont joué un rôle clé dans l'engagement des autorités politiques aux niveaux provincial et national. Après une première série de réunions bilatérales, une conférence de haut niveau s'est tenue à Bunia en octobre 2017 et a réuni les leaders communautaires avec les autorités provinciales et nationales (le gouverneur, les députés nationaux et provinciaux, et les représentants de l'armée, soit 130 participants au total). La conférence, baptisée « atelier de leadership cohésif »,⁸ a permis aux représentants des communautés locales de partager leurs préoccupations en matière de sécurité avec leurs autorités, une demande clé exprimée lors des consultations communautaires. Elle a également contribué à forger l'appropriation des premières étapes du processus par les autorités provinciales, et a offert un mandat clair à l'ACIAR pour entamer un dialogue plus formel avec les dirigeants de la FRPI.⁹ Cet atelier a donc été la première étape clé dans la construction de ce pont entre les leaders communautaires et leurs autorités provinciales et nationales, et a créé un cercle de redevabilité mutuelle entre les participants pour trouver une solution pacifique à la crise autour de la FRPI.

À chaque étape du processus, cette dynamique de redevabilité mutuelle s'est renforcée, et a pris de l'ampleur surtout lorsque les autorités nationales au plus haut niveau sont officiellement intervenues. En décembre 2017, cette deuxième étape clé s'est matérialisée lorsque, après des semaines de lobbying discret mais intensif de la part de STAREC et ACIAR, le gouverneur de l'Ituri a effectué une mission de plaidoyer à Kinshasa et a inscrit la question

⁸ Elle s'est beaucoup inspirée de la méthodologie de Michel Kassa et son « Initiative pour un Leadership Cohésif » (ILC).

⁹ Une première réunion avec la milice a eu lieu un mois plus tard dans la brousse avec l'ACIAR, seulement après avoir été acceptée et autorisée par le gouverneur provincial et la hiérarchie de l'armée nationale à Bunia.

de la FRPI à l'ordre du jour d'une réunion présidée par Emmanuel Shadary, le ministre de l'Intérieur de l'époque.¹⁰ Un groupe de travail interministériel sur la FRPI a été créé à l'issue de cette réunion et a été chargé d'élaborer la stratégie et le plan d'action du gouvernement pour la démobilisation de la FRPI.¹¹ La MONUSCO a également développé son propre plan d'action militaire et civil global visant la FRPI, sous la direction du numéro deux de la MONUSCO en charge des opérations et du chef de bureau en Ituri, afin de soutenir les efforts du gouvernement.

Ces nouvelles avancées et les déclarations publiques faites par les autorités nationales concernant le processus de la FRPI ont créé un engouement malgré l'existence continue d'éléments perturbateurs qui se sentaient marginalisés. Six mois à peine après le lancement officiel du projet PKA, le processus naissant de la FRPI a pris de l'ampleur. L'espoir d'une résolution pacifique de la crise FRPI qui a duré 20 ans était grand dans le Sud-Irumbu.

5.3 Transparence et inclusivité : deux principes clés pour maintenir la confiance et la légitimité

Les principes de transparence, d'inclusion et de participation ont été appliqués avec la plus grande rigueur à toutes les étapes du processus de paix de la FRPI. Seule une méthodologie aussi stricte a permis au processus de continuer à progresser face aux nombreux défis auxquels il a dû faire face, et de maintenir la confiance et la légitimité parmi les différentes parties prenantes qui ont été incluses et se sont appropriées le processus.

Voici quelques exemples de l'application systématique de ces principes. La première réunion entre l'ACIAR et les dirigeants de la FRPI, par exemple, en novembre 2017, ne s'est pas déroulée à huis clos, mais bien au contraire. D'abord, le gouverneur et les dirigeants de l'armée nationale à Bunia ont été informés et ont consenti à ce que la réunion ait lieu. Ensuite, l'ACIAR a

¹⁰ Parmi les participants figuraient les ministres de la défense et de la planification, dix députés nationaux, des officiers supérieurs de l'armée nationale, le chef de division des affaires politiques de la MONUSCO et le chef de bureau de la MONUSCO à Bunia.

¹¹ La stratégie et le plan d'action du GoDRC ont ensuite été adoptés en juin 2018.

consulté les leaders et représentants communautaires, y compris les chefs locaux, la société civile, les jeunes et les femmes, qui ont choisi des délégués pour participer à la réunion. Cette inclusion et cette transparence ont radicalement contribué à renforcer la confiance, d'abord envers l'ACIAR en tant que facilitateur du processus de dialogue, puis envers le processus de dialogue lui-même.¹²

L'ACIAR et le STAREC Ituri ont continuellement tenu toutes les parties prenantes informées des réunions, discussions et décisions qui ont été prises dans d'autres endroits, dans le but de maintenir le pont entre les communautés locales et les autorités politiques. Ainsi, de nombreuses missions dans le Sud-Irumu ont été organisées dans le but de tenir les représentants des communautés informés des discussions tenues à Bunia ou à Kinshasa, mais aussi pour faire le suivi des dernières évolutions de la situation sécuritaire dans le sud d'Irumu et s'assurer que les bonnes informations étaient partagées avec les autorités provinciales et nationales et la MONUSCO.

Ces mesures de transparence ont permis de faire face aux éléments perturbateurs qui ont essayé de diffuser de fausses informations (par exemple aux dirigeants de la FRPI) afin d'affaiblir le processus ou de se positionner pour des intérêts personnels. L'ACIAR et STAREC Ituri ont tous deux veillé à ce que toutes les parties prenantes clés soient bien informées du processus et ont réagi rapidement pour contrer toute campagne de désinformation.

Il était également essentiel de favoriser l'inclusivité et la participation pour maîtriser les campagnes de désinformation et tenir à distance les éléments perturbateurs. Cela a été particulièrement le cas dès que le financement est devenu un sujet clé des discussions avec la FRPI : lorsque le cantonnement des 1138 miliciens de la FRPI a été lancé à Gety, le gouvernement a consacré 80 000 dollars par mois pour leur hébergement. Cela a rapidement donné l'impression que les ONG et les autorités s'enrichissaient sur le dos de la FRPI. Ainsi, l'ACIAR a mis en place deux comités locaux qui incluraient des

¹² À la suite de cette première réunion, les revendications de la FRPI ont été rédigées et signées par quatre de ses principaux dirigeants, dont ses commandants généraux, ce qui a constitué une autre étape importante, puisque ces revendications ont servi de base à la négociation entre le groupe armé et le gouvernement.

éléments de la FRPI mais aussi des leaders communautaires afin de trouver une manière inclusive, participative et transparente de tout gérer dans le camp, de la nourriture aux soins médicaux en passant par les questions logistiques. La même stratégie a été mise en œuvre lorsque l'agence nationale du renseignement (ANR) a accusé l'ACIAR, le STAREC et même le personnel de la MONUSCO de comploter avec un groupe d'insurrection illégal : l'ANR a alors été systématiquement invité à toutes les réunions à Bunia et au sud d'Irumu et s'est rapidement transformé d'une menace pour le processus de dialogue en l'un de ses plus fervents partisans.

L'application systématique des principes de transparence et d'inclusion à tous les stades du processus a fourni les garanties nécessaires pour instaurer et maintenir un minimum de confiance, et donc l'appropriation du processus par les principales parties prenantes, et pour le protéger des influences négatives des éléments perturbateurs et changements imprévisibles du contexte. Avec le temps, cela a rendu le processus moins vulnérable aux chocs internes et externes, du fait que les éléments perturbateurs ont eu plus de mal à faire obstacle au processus qu'à y adhérer, même sur une base minimale.

5.4 Un exemple exceptionnel de collaboration entre la société civile, le STAREC et la MONUSCO

Le processus de paix de la FRPI ne se serait pas concrétisé sans la collaboration exceptionnelle entre des personnes clés d'une organisation de la société civile locale (ACIAR), le STAREC Ituri et la MONUSCO. Grâce à cette collaboration, les trois organisations ont pu se répartir les tâches en fonction de leurs mandats respectifs, ce qui s'est avéré très efficace et fructueux pour s'engager auprès d'un large éventail de parties prenantes. L'ACIAR s'est ainsi concentré sur la mobilisation communautaire dans le Sud-Irumu (y compris l'engagement des dirigeants de l'IRCF), tandis que le STAREC était chargé de mobiliser les autorités provinciales, puis nationales. La MONUSCO a été chargée de soutenir le processus là où elle le pouvait le mieux, notamment en ouvrant les portes aux plus hautes autorités, ainsi qu'en apportant une légitimité au processus.

Grâce à cette étroite collaboration, les trois organisations ont également pu parler d'une seule voix lors des réunions avec les parties prenantes, ce qui a conféré une certaine cohérence au processus. À titre d'exemple, la collaboration étroite incluait l'UAS de la MONUSCO à Bunia et à Goma, qui était informée de toutes les activités et réunions aux niveaux local et provincial et était donc en mesure d'informer avec précision et rapidité les hauts responsables de sa mission avec des notes importantes avant les réunions avec les ministres à Kinshasa. L'étroite collaboration a facilité la circulation rapide et cohérente de l'information et des messages précis aux bonnes personnes et parties prenantes, ce qui a rendu le processus crédible. La MONUSCO a également apporté un soutien essentiel en ce qui concerne la logistique du processus de la FRPI : La MONUSCO a construit deux camps DDR pour le désarmement et la démobilisation des éléments de la FRPI (un camp a malheureusement été détruit depuis), et des casques bleus ont sécurisé diverses réunions sur le terrain.

5.5 Engagement, créativité et réactivité : des processus incertains dans un contexte incertain

Il est difficile de mener à bien un dialogue tel que le processus de paix de la FRPI, car il est plein d'incertitudes, non seulement par rapport au processus lui-même, mais aussi par rapport au contexte politique et sécuritaire national et provincial. Un tel degré d'incertitude signifie que les risques de déraillement du processus de paix sont élevés si ses facilitateurs ne témoignent pas d'un engagement fort et continu à son égard et ne font pas preuve de créativité et de rapidité lorsqu'ils sont confrontés à des secousses extérieures. L'équipe de facilitateurs du processus de paix de la FRPI a pu, dans une certaine mesure, maintenir un tel niveau d'engagement, de créativité et de réactivité, contribuant ainsi à gérer bon nombre des secousses externes et internes qui pèsent sur le processus.

Les massacres en série dans le territoire de Djugu, qui ont commencé en décembre 2017, pendant les tout premiers mois du processus de la FRPI, ont constitué une première secousse externe. Des rumeurs circulaient sur l'implication de la FRPI dans ces massacres. Une enquête informelle a rapidement

été menée par l'ACIAR et STAREC Ituri dans les sphères proches de la FRPI et au sein des communautés du sud d'Irumu et de Djugu (où l'ACIAR a également facilité les comités de paix locaux), et il a vite été démontré que les violences à Djugu n'avaient aucun lien avec la FRPI ou le lancement du processus de paix de la FRPI. Le commandant de la FRPI, Mbadhu Adirodhu, a publié une déclaration publique pour exprimer ses condoléances aux victimes de Djugu et louer l'importance de la paix entre toutes les communautés en Ituri. Les leaders communautaires du sud d'Irumu ont également exprimé leur souhait de poursuivre le dialogue et ce, en dépit de la violence à Djugu. Les deux déclarations ont été mises à profit par l'ACIAR et le STAREC Ituri pour atténuer la pression que les massacres avaient exercée sur le processus de la FRPI.

Les élections nationales de décembre 2018, qui ont mis en place un nouveau président (le premier transfert pacifique du pouvoir dans l'histoire du pays) et un nouveau gouvernement national et provincial, ont fait peser une incertitude encore plus grande sur le processus de la FRPI. Ces changements politiques majeurs ont eu un impact drastique sur le processus de la FRPI et l'ont pratiquement mis en suspens pendant près d'un an. Néanmoins, les animateurs ont à nouveau déployé toute leur énergie afin de maintenir la dynamique sur le terrain et ont réussi à lancer une première tentative de création d'un cantonnement d'éléments de la FRPI près de Gety.¹³ Ce qui a permis de maintenir le processus en vie pendant cette période d'incertitude, c'est le plaidoyer continu auprès des nouvelles autorités élues à Kinshasa et à Bunia, notamment le gouverneur provincial par intérim, ainsi que le maintien du contact avec les dirigeants de la FRPI et les leaders communautaires du sud d'Irumu. En juin 2019, le nouveau président Felix Tshisekedi s'est rendu à Bunia et, grâce aux efforts de plaidoyer du gouverneur provincial, du STAREC, du MNS et de la MONUSCO, a publiquement exprimé son soutien au processus de paix de la FRPI. Deux mois plus tard, le cantonnement des éléments de la FRPI a été lancé avec succès. Après une telle incertitude, l'élan a été recréé, mais seulement pour une courte période.

¹³ Ce premier cantonnement finit par échouer. Une deuxième tentative mieux préparée a finalement réussi quelques mois plus tard.

Le processus de paix de la FRPI, en dépit de toutes ses avancées, a connu un ralentissement depuis la mi-2020 et a été sur le point de s'effondrer à plusieurs reprises. Le fait que les discussions entre le gouvernement et la FRPI n'aient pas progressé en ce qui concerne les conditions préalables au lancement effectif du désarmement et de la démobilisation du groupe a bloqué l'ensemble du processus.¹⁴ Si le cantonnement des éléments de la FRPI était censé être une étape transitoire, il est en cours depuis août 2019 (plus de 18 mois), une situation qui comporte des risques pour la sécurité des civils.

On peut expliquer le caractère stagnant du processus par le manque de volonté des deux parties (le gouvernement et la FRPI) d'avancer sur les étapes clés du processus. Par exemple, les dirigeants de la FRPI n'ont montré aucun signe de bonne volonté sur la question de la libération des enfants soldats, puisqu'ils ont nié leur existence (les enfants soldats représentant un risque majeur pour l'objectif d'amnistie des dirigeants). La FRPI paraissait freiner tout progrès vers le désarmement, tandis que le gouvernement était réticent à l'idée de financer continuellement une phase de pré-cantonnement coûteuse et qui semblait interminable. Il semblait que la FRPI cherchait à tirer le maximum de bénéfices du processus tout en ne fournissant pas grand-chose en retour. Le gouvernement a également été lent à répondre

¹⁴ Un manque de clarté et d'accord, notamment en ce qui concerne les modalités pratiques du DDR, l'intégration de l'armée, la question des grades militaires pour les dirigeants de la FRPI et la finalisation d'une loi d'amnistie pour les crimes insurrectionnels. Toutes ces questions ont été largement définies dans l'accord de paix, mais leurs détails et leurs modalités pratiques restaient à définir.

à plusieurs questions clés mentionnées dans l'accord de paix, telles que la loi d'amnistie (que le Parlement n'a jamais adoptée), et à fournir une position claire sur les spécificités du processus de DDR et l'intégration des éléments de la FRPI au sein des FARDC. Trop de zones d'ombre subsistaient, car aucune des parties ne semblait désireuse de clarifier sa position sur les questions clés.

Cette situation semblait également liée aux discussions qui se sont déroulées en 2019 et 2020 à Kinshasa au sujet d'un programme de DDR communautaire à l'échelle nationale, qui serait entièrement mis en œuvre localement, et sans envoyer les éléments de la FRPI dans les tristement célèbres camps de Kamina et Kitona, où aucun combattant ne veut aller, en raison de leurs affreuses conditions de vie. Les discussions sur l'approche communautaire de DDR ont été initiées en partie par le processus de paix de la FRPI, lorsque l'idée d'une réintégration locale et communautaire des éléments de la FRPI a été largement acceptée en Ituri et à Kinshasa comme une condition essentielle à la réussite du processus. Un débat plus large a été ouvert sur la place et le rôle que les communautés locales devraient jouer dans les processus de DDR, à chaque étape. Ces discussions sur le DDR communautaire ont ensuite été utilisées pour délégitimer le processus de la FRPI en déclarant qu'aucune négociation spécifique ne devait être proposée à un groupe armé, puisqu'une nouvelle approche nationale de leur désarmement et de leur démobilisation était imminente. Cette nouvelle position au sein du gouvernement est en contradiction avec l'accord précédent avec la FRPI, mais elle s'est imposée après les élections de 2018 dans un contexte où les soupçons à l'égard du STAREC grandissaient au niveau national du fait de sa présumée proximité avec l'ancien président Joseph Kabila. De plus, cette position était soutenue par un argument selon lequel le processus de la FRPI alimentait un cercle vicieux d'impunité, en ouvrant des négociations sur l'amnistie, l'intégration militaire et les grades. Ces arguments semblaient injustes étant donné que l'accord de paix n'offre pas à tous les éléments du FRPI une intégration complète et automatique dans l'armée, mais prévoit plutôt une intégration uniquement sur une base individuelle et conditionnelle, et que l'amnistie est limitée au crime d'insurrection, ne s'appliquant donc pas aux crimes de guerre, de génocide ou aux crimes contre l'humanité, et n'exclut donc pas toute possibilité de poursuivre les auteurs de ces crimes internationaux.

Les parties n'ayant pas pu pousser le processus plus loin, cela a entraîné de nouvelles tensions et une recrudescence de la violence dans le Sud-Irumbu, ce qui a renforcé la méfiance et le mécontentement des parties prenantes à l'égard du processus de paix. Des affrontements entre des éléments du FRPI et l'armée nationale le 30 septembre 2020 ont causé la mort de 11 personnes (dont deux civils) à Gety, et entraîné l'incendie du camp de DDR construit par la MONUSCO dans lequel la démobilisation était censée commencer le jour même.¹⁵ Un mois plus tôt, les leaders communautaires de Walendu Bindi avaient dénoncé l'absence de progrès et les risques de reprise de la violence, et demandé à la MONUSCO et au gouvernement de redoubler d'efforts.¹⁶ Il a également été signalé que plus de la moitié des éléments du FRPI avaient quitté le camp de cantonnement et erraient dans les villages avec leurs armes,¹⁷ après que le gouvernement ait cessé de financer le cantonnement en réponse à la réticence du FRPI à un désarmement complet. Les derniers mois de 2020 ont été marqués par une recrudescence des incidents de sécurité impliquant des éléments du FRPI contre des civils, notamment des pillages, des enlèvements et, dans certains cas, des meurtres, à Walendu Bindi.¹⁸ La deuxième tentative de lancement du processus de DDR, le 30 octobre 2020, n'a rassemblé que 31 éléments du FRPI, qui ont remis dix armes, ce qui traduit la mauvaise volonté du FRPI.

En dépit de ces revers, le gouvernement provincial a tenté de relancer les négociations en décembre, mais celles-ci ont échoué de manière spectaculaire, les dirigeants de la FRPI menaçant de faire subir des conséquences à tous ses éléments qui se joindraient à la démobilisation. Les négociations se sont arrêtées depuis lors.

¹⁵ Voir Radio Okapi sur <https://www.radiookapi.net/2020/10/01/actualite/securite/ituri-11-morts-et-10-blesses-dans-les-affrontements-entre-fardc-et-les-> ; <https://www.radiookapi.net/2020/09/21/actualite/securite/ituri-la-frpi-exige-des-garanties-pour-le-desarmement-officiel-de-ses-> ; consulté le 29 janvier 2021.

¹⁶ Voir Radio Okapi sur <https://www.radiookapi.net/2020/08/13/actualite/securite/ituri-les-walendu-bindi-demandent-limplication-de-la-monusco-dans-le-> ; consulté le 29 janvier 2021.

¹⁷ Voir Radio Okapi sur <https://www.radiookapi.net/2020/09/10/actualite/securite/bunia-environ-50-des-miliciens-de-la-frpi-ont-deserte-le-site-dazita-> ; consulté le 29 janvier 2021.

¹⁸ Voir Radio Okapi sur <https://www.radiookapi.net/2020/11/25/actualite/securite/ituri-les-notables-de-gety-accusent-le-gouvernement-dabandonner-le-> ; <https://www.radiookapi.net/2020/12/30/actualite/securite/ituri-au-moins-20-personnes-kidnappees-par-des-elements-de-la-frpi-> ; consulté le 29 janvier 2021.

Principales leçons apprises

Le processus de paix de la FRPI, quel que soit son résultat final, a produit de nombreuses leçons à tirer. Celui-ci a prouvé que la méthodologie participative et à plusieurs niveaux promue par le pilier Dialogue Démocratique de STAREC/ISSSS, si elle est correctement mise en œuvre, a un grand potentiel pour aider les parties à franchir des étapes clés pour la paix et la stabilité à l'Est de la RDC. Cette méthodologie permet de rassembler une grande variété de parties prenantes (allant des communautés locales aux autorités provinciales et nationales) et d'initier avec elles un processus de redevabilité mutuelle avec une véritable appropriation. C'est une base cruciale pour des relations basées sur un plus grand sens de redevabilité entre les autorités et leurs administrés, et en tant que tel, le pilier peut servir de stratégie à long terme pour promouvoir la bonne gouvernance, la transparence et la démocratie, en plus de mobiliser les parties prenantes pour trouver des solutions à des problèmes de sécurité et de conflit profondément enracinés.

Toutefois, le dialogue démocratique ne peut pas tout résoudre et nécessite une méthodologie rigoureuse. Il ne fonctionne que lorsque les principes fondamentaux de l'analyse participative, de l'inclusivité et de la transparence sont mis en œuvre avec rigueur, professionnalisme et neutralité. Ces principes exigent une étude et une analyse de grande qualité (il faut connaître les questions et les conflits qui comptent, ainsi que les parties prenantes influentes, y compris les catalyseurs et les éléments perturbateurs), la participation (tant des représentants de la communauté que des autorités civiles et militaires de haut niveau, ainsi que des groupes armés), l'inclusion et la transparence. Ce n'est que lorsqu'ils sont rigoureusement

appliqués que ces principes peuvent contribuer à instaurer la confiance et à induire un véritable sentiment d'appropriation du processus parmi les parties prenantes impliquées.

L'étroite collaboration entre une organisation de la société civile (qui a su mobiliser les communautés locales et les dirigeants de la FRPI), le STAREC Ituri (qui a su négocier la participation et le soutien des autorités de l'État) et la MONUSCO (qui a appuyé le processus par ses bons offices, le programme ISSSS et un appui logistique et sécuritaire ciblé) a également été déterminante pour le processus de paix de la FRPI. Ce dernier n'aurait jamais produit de résultats en l'absence d'une collaboration étroite entre ces trois organisations et un engagement résolu de leur personnel.

L'architecture institutionnelle du STAREC et de l'ISSSS a été déterminante pour le succès du processus de paix de la FRPI, car elle a conféré une légitimité et apporté de la crédibilité au gouvernement et à ses partenaires internationaux dès le départ. Elle a également permis d'impliquer des acteurs clés au sein du gouvernement et de la MONUSCO, les deux institutions ayant pour mandat de soutenir les actions du STAREC et de l'ISSSS respectivement. Chaque fois qu'un fonctionnaire de l'État ou un officier militaire voulait bloquer le processus, les mécanismes STAREC et ISSSS et la MONUSCO étaient immédiatement mobilisés et fournissaient une forte impulsion officielle qui incitait régulièrement les éléments perturbateurs à renoncer ou les fonctionnaires de l'État à apporter leur soutien.

Une dernière leçon tirée du processus de paix de la FRPI est que le dialogue se définit par son incertitude inhérente : il ne se conforme pas aux schémas typiques de planification et de financement des projets et exige une approche flexible du financement et de la planification. Le STAREC et l'ISSSS, par le biais du Fonds de Cohérence pour la Stabilisation, fournissent un mécanisme de financement flexible qui peut atténuer les incertitudes du dialogue et permettre de gérer le financement avec plus de souplesse sans entraver les progrès.

La nécessité de relancer le processus en dépit des difficultés

Un espoir de paix et de stabilité a été créé au sein des communautés locales d'Irumu grâce au processus de paix de la FRPI, et des avancées importantes ont été réalisées. Ce processus devrait être relancé et finalisé plutôt que d'être abandonné. Ne pas le faire pourrait très certainement déclencher de nouvelles violences contre les civils et repousserait indéfiniment toute perspective de paix et de stabilité dans une région qui souffre de conflits armés depuis plus de deux décennies. Cela porterait également atteinte à la confiance qui a été si difficile à établir entre le gouvernement, la FRPI et les communautés locales au cours du processus de paix de la FRPI.

Il est ainsi nécessaire que les principales parties au processus de paix, à savoir le gouvernement national et la FRPI, relancent le dialogue, clarifient leurs positions actuelles et définissent ensemble les étapes possibles et les conditions d'une démobilisation complète de la FRPI. La MONUSCO et les bailleurs de fonds se doivent de soutenir pleinement ces efforts en faveur d'un dialogue pacifique. Toutes les parties impliquées devraient chercher à éviter une reprise des hostilités militaires, qui aurait des conséquences fâcheuses pour les civils locaux.

Il ne faudrait pas que le nouveau programme communautaire de DDR et de stabilisation (DDRCS) soit perçu comme étant en opposition avec le processus de paix de la FRPI : ce dernier fournit l'occasion de clarifier la définition du DDRCS et de lui donner du poids. De nombreuses parties prenantes, y compris les bailleurs de fonds, continuent de se demander en quoi le DDRCS est une nouveauté, au-delà du fait qu'il est mis en œuvre au niveau local.

Les leçons tirées du processus de paix de la FRPI illustrent la manière de développer et de gérer un processus multipartite qui est sincèrement pris en charge par les communautés locales : toute initiative de DDRCS devrait s'en inspirer et s'assurer que les communautés locales ont leur mot à dire dans le nouveau DDRCS et sont réellement considérées comme des parties prenantes et non comme de simples bénéficiaires. Sinon, le DDR communautaire ne sera rien d'autre qu'une autre approche descendante qui ne pourra pas surmonter les nombreux défis complexes de la démobilisation des groupes armés, notamment le phénomène complexe du retour circulaire des combattants (Vlassenroot, Mudinga et Musamba 2020). Le processus de paix de la FRPI constitue une première expérience d'un processus de DDR communautaire (bien qu'il soit en cours de finalisation) et doit donc être considéré comme tel.

Pour ce faire, le processus de la FRPI nécessite une étude et une recherche plus approfondies afin de développer les leçons apprises qui pourraient servir aux futurs efforts de paix et de stabilisation, y compris le DDRCS.

Pour terminer, il convient de rappeler qu'au-delà de l'activisme de la FRPI et de tout autre groupe armé, l'Ituri et plus largement l'Est de la RDC ont besoin d'un processus de justice transitionnelle et de réconciliation approfondi qui se concentre sur les nombreux griefs à long terme qui continuent de diviser les communautés. Là encore, en tant qu'exemple d'un processus ascendant et multipartite efficace, le processus de paix de la FRPI fournit de bonnes leçons.

Autesserre, Séverine (2010): *The Trouble with the Congo: Local Violence and the Failure of International Peacebuilding*. New York, Cambridge University Press.

Bouvy, Alexis (2017): *Actualisation de l'analyse des conflits pour la zone prioritaire de stabilisation 'Sud-Irumu', Province de l'Ituri, RD Congo*. Union européenne, STAREC & ISSSS.

De Vries, Hugo (2015): *Going Around in Circles: The Challenges of Peacekeeping and Stabilization in the Democratic Republic of Congo*. The Hague, Clingendael Institute.

Hoffmann, Kasper; Vlassenroot, Koen and Buescher, Karen (2018): *Competition, Patronage and Fragmentation: The limits of Bottom-Up Approaches to Security Governance in Ituri*. *Stability* 7(1): 1-17.

Human Rights Watch (2003): *Ituri: « Covered in Blood ». Ethnically Targeted Violence in Northeastern DR Congo*. New York, Human Rights Watch.

Paddon, Emily & Lacaille Guillaume (2011): *Stabilizing the Congo*. Forced Migration Policy Briefing 8. Oxford, Refugee Studies Centre.

Pottier, Johan (2010): *Representations of Ethnicity in the Search for Peace: Ituri, Democratic Republic of Congo*. *African Affairs* 109(434): 23-50.

Solhjell, Randi and Rosland, Madel (2017): *Stabilisation in the Congo: Opportunities and Challenges*. *Stability* 6(1): 1–13.

Tamm, Henning (2013): *FNI and FRPI: Local Resistance and Regional Alliances in North Eastern Congo*. London, Rift Valley Institute.

Van Lierde, François et al. (2020): *Collaborative Learning from the Bottom-up: Identifying lessons from a decade of peacebuilding in North and South Kivu through bottom-up evaluation (2009-2019)*. Uppsala, Life and Peace Institute.

Vlassenroot, Koen and Raeymaekers, Timothy (2003): *Le conflit en Ituri*. L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2002-2003. Paris, L'Harmattan.

Vlassenroot, Koen and Raeymaekers, Timothy (2004): *The Politics of Rebellion, and Intervention in Ituri: The Emergence of a New Political Complex?* *African Affairs* 103 (412): 385-412.

Vlassenroot, Koen, Mudinga, Emery and Musamba, Josaphat (2020): *Navigating social spaces: Armed Mobilization and Circular Return in Eastern Congo*. *Journal of Refugee Studies*, 33(4): 832–852.

THE INSECURE LIVELIHOODS SERIES

